66e Année. — N° 25

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Nord & limit. 12.00 23.00 46.00
France,Belg. 12.00 24.00 48.00
Union post. 16.00 31.50 63.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1100 ; Inter, 34. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 37

66e Année. — N° 25

MARDI
25
JANVIER 1921

Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

IDÉES SOCIALES

La Seule Lumière

par M. Henri Carton de Wiart le nouveau Premier Ministre belge

C'est la masse des citoyens qu'il faut conquérir à notre cause. Masse confuse, où les intérêts individuels sont désormais emportés par les larges courants des sentiments et des doctrines. Masse ignorante et crédule, sans doute, mais qui ne demande qu'à être instruite et persuadée. Masse toute prête à suivre moutonnièrement les mauvais bergers, mais parce qu'elle n'en trouve pas de bons ou parce qu'elle ne les connaît pas!

Toutes ces oreilles ouvertes attendent la parole qui les fécondera. Tous ces cœurs avides et souvent angoissés attendent la parole qui le réconfortera.

Le beau et bon rôle d'aller au peuple pour l'encourager, l'exalter, le protéger, — forts que nous sommes du commandement évangélique où notre doctrine sociale puise sa raison d'être en même temps que sa mesure : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même pour l'amour de Dieu ».

Aller au peuple... Mais comment parler à cette foule? Comment savoir le langage qui lui plaît et surtout celui qui lui convient?... Les choses qu'il faut lui dire? La façon dont il faut les lui dire?

Ceux-là en découvriront le secret qui iront le demander à ces groupes d'études sociales, que je voudrais voir se multiplier partout.

Le bon moyen de s'initier aux problèmes économiques et sociaux que de les étudier sous la direction de quelque aîné plus expérimenté, et par le contact avec des travailleurs qui connaissent la pratique de ces problèmes!

La bonne communion, toute fraternelle, qui s'établit ainsi entre des hommes et des jeunes hommes de toutes professions, qui peut-être se méconnaissaient la veille, mais dont les préventions tombent devant les solutions entrevues en commun et dont les convictions se pénètrent du levain d'une intimité intelligente!

Et la bonne surprise, pour celui qui s'y applique, de recueillir les fruits de cette culture, de voir les membres de ces écoles mutuelles s'exciter à s'instruire, — peu à peu s'initier à la parole publique!

Qu'on ne s'exagère pas les difficultés du discours populaire.

Le meilleur principe de rhétorique qui doit le régir, c'est la défiance de toute rhétorique. Un Boilandiste plein d'esprit en précisait ainsi la méthode : 1° savoir ce qu'on veut dire; 2° le dire; 3° ne rien dire d'autre. Et, en effet, tout le reste n'est que littérature... Soyez « idiotement » clair plutôt que d'être académiquement diffus. Soyez incorrect plutôt que de sacrifier une vérité à la forme...

Il faudra parler devant des auditoires hostiles. Pourquoi pas? C'est là peut-être que la parole pourra faire le plus de bien. Si vous avez à réfuter un contradicteur, ne combattez pas aveuglément tout ce qu'il a dit. Faites un triage dans ses idées, y démêlant l'erreur de la simple exagération. En attaquant ses doctrines, gardez-vous d'attaquer injustement ou inutilement sa personne. Intéressez l'auditeur par des choses qu'il connaît, empruntées à sa vie quotidienne. Mais, en même temps, n'ayez pas peur, où que vous soyez, d'évoquer la vertu sociale du christianisme qui unit les âmes dans leur origine et leur fin... Ces paroles-là trouvent toujours à réveiller, au fond même des cœurs adversaires, quelque souvenir ou quelque espoir endormi.

∴

Apprendre à penser, à écrire, à parler, disait Joseph de Maistre, il oubliait ou sous-entendait le principal : Apprendre à vouloir.

Un ou l'autre me dira peut-être qu'il ne se sent point taillé pour la lutte, et qu'il entend tout simplement limiter sa vie au cadre d'une carrière consciencieusement entreprise et poursuivie... C'est fort bien. Mais le devoir privé, si régulier et si modeste qu'on l'envisage, doit s'accompagner aujourd'hui d'un rôle de prosélytisme social, que les circonstances, tôt ou tard, marquent à chacun de nous. Sociétés ouvrières, patronages, surveillance de l'enfance abandonnée, cercles d'études, coopératives et mutualités, œuvres de toutes sortes que multiplie le zèle ingénieux pour le bien, quel est le jeune catholique qui refusera d'y engager quelques parcelles de son activité?

Ne prêtez point d'oreille à ceux qui vous disent qu'il sera temps de songer aux autres quand vous aurez d'abord soigné à vous. Méfiez-vous surtout de ces esprits chagrins ou étroits qui critiquent tout, qui rapetissent tout, et n'édifient jamais rien. N'écoutez pas non plus ces perpétuels inquiéteurs qui font peur aux jeunes de leurs ombres, en agitant derrière eux les pauvres lumignons de l'égoïsme et de l'intérêt matériel. Il n'est qu'une lumière qui éclaire vraiment et qui réchauffe. Elle est le soleil, le centre et le principe des âmes. La Science, le Droit, l'Art, la Justice même, ne sont que des astres sans rayonnement et sans chaleur s'ils ne reçoivent d'elle leur éclat et leur puissance. « Le Verbe est sette vraie lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde. »

Henry CARTON DE WIART.

LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE DE PARIS

LA PREMIÈRE RÉUNION AU QUAI D'ORSAY

La Question du Désarmement

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS
UN RAPPORT DU MARÉCHAL FOCH

Paris, 24 janvier. — Le Conseil suprême a tenu, lundi matin, sa première séance au Palais du Quai d'Orsay, salon de l'Horloge, sous la présidence de M. Briand.

Cet événement avait attiré aux abords du Quai d'Orsay un nombreux public, maintenu par un service d'ordre, et avide de voir le défilé des personnalités alliées.

L'arrivée des délégations

Dès 10 h. 15, M. Loucheur, ministre des Régions libérées, qui est en même temps chargé de suivre la question des réparations, arrivait au ministère des Affaires étrangères. A partir de 10 h. 30, se succédèrent lord Curzon, ministre anglais des Affaires étrangères; M. Barthou, ministre de la Guerre; M. Lloyd George, puis MM. Jaspar et Theunis, représentants de la Belgique; le comte Sforza, le vicomte Ishii.

De nombreux experts militaires et navals les accompagnaient.

Le maréchal Foch, le général Weygand, le contre-amiral Levasseur, le maréchal Wilson et le vice-amiral Sir Edward Charlton, le général Nollet, président de la Commission de contrôle interalliée à Berlin; le général Maglinse, chef d'état-major général de l'armée belge, etc.

Les plénipotentiaires se rendent dans le salon de l'Horloge et prennent place autour de la table en fer à cheval, tandis que les experts occupent de petites tables qui leur ont été préparées derrière les chefs de leurs délégations.

La séance

La séance ne commence qu'à 11 h. 30, sous la présidence de M. Aristide Briand. Elle a été consacrée tout entière à la question du désarmement de l'Allemagne.

M. Briand, interrogé par les journalistes à l'issue de la réunion, a déclaré :

« La séance de ce matin a été consacrée aux souhaits de bienvenue aux délégués étrangers, puis on a abordé, aussitôt, après, la question du désarmement de l'Allemagne en procédant à l'audition des experts. »

MM. Lloyd George et Barthou se sont entretenus très cordialement à l'issue de la séance.

Un communiqué officiel

Voici le communiqué officiel qu'a été fait à la presse à l'issue de la séance :

La première réunion de la Conférence de Paris a eu lieu à onze heures. Etaient seuls présents les chefs de délégations: pour la France, M. Briand, président de la Conférence, assisté de M. Berthelot; pour l'Angleterre, MM. Lloyd George et lord Curzon; pour l'Italie, le comte Sforza, le comte Boni Longare et le marquis della Torreta; pour la Belgique, M. Jaspar et M. Theunis; pour le Japon, le vicomte Ishii.

Chaque délégation était assistée de deux secrétaires. Il a été entendu que les experts techniques seraient introduits au fur et à mesure des questions pour lesquelles ils sont appelés à donner leur avis.

Après quelques mots de bienvenue de M. Briand, et un rapide exposé de l'ordre du jour, on a discuté la première question qui a provoqué la réunion de la Conférence: la question du désarmement.

Les techniciens ont été introduits: pour la France, M. Barthou, ministre de la Guerre; le maréchal Foch, président du Comité militaire interallié de Versailles, assisté du général Weygand; le général Nollet, président de la Commission de contrôle de Berlin; pour l'Angleterre: le maréchal Wilson, le général Dingham, ce dernier président de la Sous-Commission de l'armement à la Commission de contrôle interalliée; pour la Belgique: le général Maglinse, chef d'état-major général; pour l'Italie: le général Marietti, représentant italien au Comité militaire allié de Versailles.

Le maréchal Foch a résumé les constatations du rapport du Comité de Versailles du 30 décembre 1920. Il a exposé ensuite la situation présente de l'Allemagne au point de vue des troupes et de l'armement.

Le général Bingham, le général Nollet, le général Marietti ont également fourni au Conseil des précisions sur divers points.

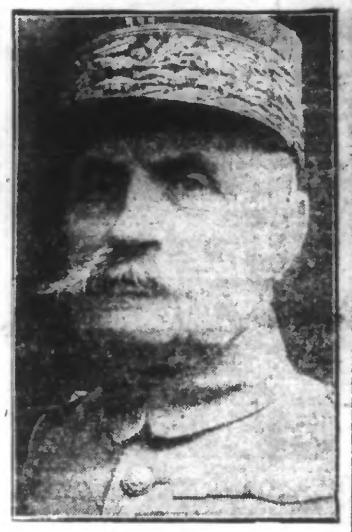
L'étude de la question du désarmement continuera cet après-midi, à 4 heures. Après avoir entendu l'exposé fait ce matin par les techniciens, les chefs de gouvernement délibéreront.

Le rapport du maréchal Foch

Le maréchal Foch a résumé, dans son exposé à la Conférence interalliée, les constatations du rapport remis, le 30 décembre dernier, aux gouvernements alliés par le Comité militaire interallié de Versailles.

On sait qu'aux termes de l'accord de Spa, le gouvernement allemand s'était engagé :

1° A procéder immédiatement au désarmement des einwohnewehren et de la sicherheitspolizei ;



LE MARÉCHAL FOCH

2° A se faire livrer immédiatement toutes les armes se trouvant aux mains de la population civile ;

3° A prendre immédiatement les mesures nécessaires pour abolir le service militaire obligatoire et pour organiser l'armée sur la base du service militaire à long terme ;

4° A livrer aux Alliés, aux fins de destruction, et à aider à la destruction de toutes les armes et du matériel militaire qui sont en excédent sur les quantités autorisées par le traité.

Or, au moment où ont expiré les délais fixés par le protocole de Spa, le Comité interallié de Versailles a été amené à faire les constatations suivantes :

1° La Commission de contrôle n'a reçu qu'une faible partie des armes livrées aux autorités allemandes par suite du désarmement de la population civile ;

2° Le commissaire pour le désarmement n'a pas encore fait connaître la date de la remise des armes des gardes civiques ;

3° Le désarmement de la police de sûreté n'est pas terminé ;

4° La police de sûreté n'a pas été dissoute ;

5° Les gardes civiques maintenues en Prusse orientale et en Bavière sont en rapports étroits avec la Reichswehr ;

6° La législation allemande n'a pas été mise sufisamment en harmonie avec les dispositions pénales du traité de paix ;

7° Le Gouvernement allemand se refuse à livrer le surplus du matériel d'artillerie de Konigsberg et de Kustrin ;

8° Le Gouvernement allemand continue à entretenir, malgré la réduction non encore contrôlée de la Reichswehr à 100.000 hommes, les offices de liquidation contraires aux dispositions du traité ;

9° Une résistance systématique est opposée à l'exécution des clauses relatives au matériel d'aviation.

L'exposé du maréchal Foch a paru impressionner M. Lloyd George ainsi que les autres représentants alliés.

Le général Bingham, représentant anglais à la Commission militaire de contrôle interallié à Berlin, et président de la Sous-Commission de désarmement, a montré ensuite que, dans l'ensemble, l'Allemagne était désarmée.

Le général Nollet, président de la Commission interalliée à Berlin, a exposé, de son côté, avec chiffres à l'appui, que l'Allemagne n'avait pas encore exécuté toutes ses obligations et qu'elle s'efforce d'en retarder l'exécution.

Les délibérations de lundi après-midi

Paris, 24 janvier. — (Communiqué officiel). — Dans une séance qui a duré de 4 à 7 h., la Conférence a poursuivi l'examen de la question du désarmement. Elle a décidé que les experts militaires, navals et aériens se réuniront dès demain matin sous la présidence du maréchal Foch pour arrêter la liste des mesures qui restent à prendre par l'Allemagne afin d'assurer l'exécution complète des clauses du traité de Versailles relatives au désarmement. Ils adresseront ensuite un rapport à la Conférence.

Dans sa séance de demain matin, la Conférence examinera la situation de l'Autriche et abordera ensuite l'examen des affaires de Grèce et d'Orient.

Les délégués invités à dîner à l'Elysée

Paris, 24 janvier. — Le Président de la République et Mme Millerand ont offert, ce soir, un dîner en l'honneur des chefs et représentants des pays alliés et associés actuellement réunis à la Conférence de Paris.

Assistaient à ce dîner : MM. Lloyd George, lord Curzon, le comte Sforza, Jaspar, Theunis, le vicomte Ishii, le comte Bonin-Longare, Wallace, D'Hestroy, Hardinge; MM. Briand, Doumer, Barthou, Guist'hau, Loucheur, Le Trocquer, le maréchal Wilson, le général Maginse et le colonel Termonia, les généraux Weygand, Buat, Pellé, Gouraud, M. Philippe Berthelot.

Le dîner n'a été suivi d'aucune réception.

Les prochaines séances

La Conférence interalliée tiendra, cette semaine, deux séances par jour et il est à peu près certain que, pour résoudre toutes les questions à son ordre du jour, elle devra se réunir encore pendant les trois ou quatre premiers jours de la semaine prochaine.

Une interview de M. Jaspar
ministre belge des Affaires étrangères

Paris, 24 janvier. — M. Jaspar, ministre belge des Affaires étrangères, interviewé sur le sujet de ses conversations avec M. Millerand et M. Briand a répondu :

Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai le ferme espoir que dans un délai très rapproché, les négociations économiques entre la France et la Belgique, suspendues l'an dernier, seront reprises à Bruxelles et qu'elles aboutiront à transformer en réalités les manifestations sentimentales de l'amitié franco-belge.

M. Jaspar a observé la plus grande réserve sur les questions relatives à la Conférence, mais il a affirmé que la France et la Belgique étaient entièrement d'accord sur le but à atteindre.

Quans aux moyens à employer, nous aurons à nous entendre pour adopter le meilleur. L'essentiel est que nous sommes résolus à marcher ensemble.

A la Commission sénatoriale des Affaires étrangères
L'œuvre de la Société des Nations

Paris, 24 janvier. — Devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, réunie lundi, M. Léon Bourgeois a exposé l'œuvre matérielle et morale de la Société des Nations. Il parla de son activité vraiment productrice, de son énergie toujours croissante et de toutes les tâches qu'elle a menées à bien pour le maintien de la paix mondiale, l'amélioration de la société et de la vie humaine et la solidarité économique et juridique entre les peuples.

M. Bourgeois annonça la création prochaine d'une Cour de justice. Cette Cour ne supprimera pas celle de La Haye qui restera le tribunal d'arbitrage où pourront se présenter tous ceux qui voudront y aller.

La Cour de La Haye continuera à établir la liste des arbitres internationaux. C'est sur cette liste que la Société des Nations choisira ses juges pour la Cour permanente qui promet de devenir le véritable tribunal de la paix.

LE PROBLÈME DES RÉPARATIONS
UN ARTICLE DE M. POINCARÉ

M. Poincaré a publié, dans le « Temps », une étude sur la solution pratique à donner à ce vaste problème. Il se défend, d'abord, d'avoir en cette matière une opinion autre que celle de M. Millerand.

M. Poincaré examine les divers aspects de la question, et ce sont autant de problèmes dans le problème total auxquels il apporte une réponse claire.

Faut-il calculer nos exigences sur les dommages subis ou sur l'état économique actuel de l'Allemagne? Non. Cela signifie rabais, amputation arbitraire de notre créance, et c'est le système de M. Keynes qui l'emporte sur le droit de la France.

Laisserons-nous passer la date du 1er mai, en nous bornant à fixer, dès maintenant, cinq années provisoires? Ce serait une erreur.

Faut-il tenir compte des capacités de relèvement de l'Allemagne? Sans doute, et M. Poincaré, qui avait envisagé cette possibilité, approuve les experts français de ne pas l'avoir négligée.

La conclusion est qu'il faut rester forts si nous voulons faire respecter notre droit.

L'indemnité de zone pour les fonctionnaires

Paris, 24 janvier. — La liste parue à l'« Officiel » du 19 janvier cause des déboires aux fonctionnaires de certaines localités.

La Fédération postale et la Fédération des fonctionnaires, après plusieurs lettres au groupe interparlementaire des régions libérées, un télégramme au Président du Conseil et des meetings ont, le 19 au matin, adressé au ministre des Régions libérées un télégramme de protestations et demandant une audience, en compagnie des parlementaires du Nord.

Cette audience aura vraisemblablement lieu dans quelques jours.

Ce qu'était la détonation entendue dimanche soir

UNE FORMIDABLE EXPLOSION dans la forêt d'Houthulst (Belgique)

Vingt mines sautent dans un camp de munitions. - Un immense entonnoir. - On ne connaît que des dégâts matériels. - Hypothèses sur les causes de l'accident.

La formidable détonation entendue à Roubaix et dans toute la région dimanche vers six heures et demie et dont l'origine restait mystérieuse a suscité, comme bien on le pense, dans la journée de lundi, la légitime curiosité des populations et défrayé toutes les conversations.

Il est inutile, puisque nous avons pu maintenant éclaircir ce troublant mystère, d'enregistrer les bruits contradictoires qui ont couru sur la nature de cette déflagration comme sur le lieu d'où elle provenait. Cependant, relatons qu'elle fut entendue de très loin, dans un rayon de plus de cent kilomètres, puisqu'on l'aurait même, dit-on, entendue d'Arras.

En réalité, il s'agit bien d'une explosion de munitions qui s'est produite au camp de West-Roosebeke, près de Poelcappelle, sur l'emplacement de la célèbre forêt d'Houthulst (Belgique). Autant qu'on peut l'affirmer, cette explosion n'aurait pas d'autres conséquences à déplorer que des dommages matériels relativement peu importants : fenêtres arrachées, carreaux brisés dans les localités de la région, même assez éloignées.

Nous publions d'ailleurs ci-après les résultats de l'enquête qu'un de nos collaborateurs, envoyé spécialement sur les lieux, a pu faire lundi soir :

Où s'est produite l'explosion?...

Quand nous arrivons à Menin lundi après-midi, on nous dit bien qu'on a entendu l'explosion mais on ignore où elle s'est produite. Nous sommes plus heureux en nous adressant par téléphone à la gendarmerie de Roulers, d'où l'on nous répond aimablement. C'est entre Ypres et Dixmude que l'événement se serait produit. Nous nous mettons en route et nous recueillons presqu'aussitôt un renseignement qui situe l'endroit : la forêt d'Houthulst.

La forêt d'Houthulst et le camp de West-Roosebecke

Nom de batailles et nom de victoire, la forêt d'Houthulst est célèbre dans les annales de la Grande Guerre. Elle a été le théâtre de violents combats en 1916 et c'est de là qu'en 1918 est parti le signal de la reprise de la Belgique par une offensive à laquelle le 1er corps a pris une part active.

Si ces combats furent terribles, l'aspect du terrain chaotique le dit. La circulation n'y est guère possible autrement qu'à pied. De la forêt même, il ne reste plus un arbre : c'est un vaste désert bouleversé comme par un tremblement de terre.

Il ne s'y élève que deux camps de munitions, l'un dit camp belge à quelques kilomètres de Staden, l'autre dit camp anglais à environ deux kilomètres du premier et près de Poelcappelle.

Les deux installations sont des camps de munitions récupérées que l'on y fait sauter.

Le camp belge est placé sous l'autorité directe de l'armée belge.

Le « camp anglais » est maintenant occupé par une entreprise privée, les Usines Pickett. C'est un important établissement fort bien aménagé.

Chaque jour, on y fait sauter les munitions et les explosions qui retentissent dans cette région sont donc chose ordinaire.

La cause supposée de l'explosion

Mais celle de dimanche soir dépasse de beaucoup les explosions habituelles.

Ce n'est pas chose aisée de pénétrer dans des établissements comme ceux-là où l'on se livre à de dangereuses opérations. Du côté belge comme du côté anglais, nous avons éprouvé qu'ils étaient bien gardés; seule, notre qualité de représentant du « Journal de Roubaix » nous en a fait ouvrir les barrières.

Avant de nous y présenter, nous avions interrogé parcel par-là et l'impression générale était celle-ci : Il sera difficile de savoir la vérité. Cache-t-on quelque chose? Y aurait-il faute grave ou victime? Nous ne le croyons pas toutefois. Et la version qui nous a été donnée au camp de West-Roosebeke, où l'on nous a reçu très courtoisement, nous paraît être véritable. La voici :

L'explosion qui s'est produite dimanche à six heures et demie n'est pas, on tient à le faire remarquer, la suite d'une imprudence mais la conséquence accidentelle de la besogne ordinaire.

D'après les ordres donnés, le personnel faisait exploser des obus comme à l'habitude. Que se passa-t-il soudain? On en est réduit à l'hypothèse suivante : Dans le sol « criminel » où sont enfouis des projectiles de toute sorte, il s'en trouvait peut-être un de fort calibre près de l'endroit où sautaient les obus?

Explosant lui-même sans qu'on ait pu le prévoir, il aura enflammé un dépôt de vingt mines contenant principalement de la donarite qui s'abîmèrent avec un vacarme effroyable. Mais on s'étonnait toutefois que ce bruit ait pu être entendu de si loin.

Les conséquences

Par bonheur, le camp n'était pas très peuplé et ses habitants étaient chacun à leur poste-abri de sorte que personne, nous affirme-t-on, n'a été blessé. Il y a eu simplement, au camp comme dans les baraques des alentours et jusque dans les villes de Roulers, de Menin et même Halluin, à plus de vingt-cinq kilomètres de là, des vitres brisées, des cloisons secouées.

Le théâtre de l'accident représente un immense entonnoir d'une quinzaine de mètres de diamètre sur quatre de profondeur, comblé d'ailleurs en partie au moment où nous sommes arrivé à West-Roosebeke. Et près de là est encore en activité le « four » où se pratique le désobusage et dont la lueur rougeâtre et palpitante est aperçue d'assez loin.

Dans l'après-midi de lundi, quelque temps avant notre passage, se sont encore produites deux explosions, chose tout ordinaire, nous dit-on.

Le bruit avait couru que la mystérieuse catastrophe avait provoqué cinq morts, disaient les uns, quarante, disaient les autres. Nous nous réjouissons d'avoir pu, par notre enquête, réduire à néant ces suppositions et rassurer la population.

Ce qu'a enregistré l'observatoire d'Hem

A titre de curiosité, voici la note communiquée par l'Observatoire d'Hem :

« Dimanche, à 18 h. 19 m., une forte secousse a été enregistrée à l'Observatoire. La plume d'un enregistreur à poids a nettement imprimé le déplacement. »

Petites Nouvelles

∴ On annonce qu'un vol sans escale, de Londres au Caire, sera tenté, au printemps prochain, par un dirigeable anglais.

∴ On confirme que Lénine serait gravement malade.

∴ D'après les journaux de Dublin, M. de Valera serait en ce moment à Paris.

∴ L'ancien attaché naval grec à Rome, M. Boubouris, qui avait été arrêté sous l'inculpation d'avoir détruit des documents, a été remis en liberté.

∴ Le milliardaire allemand Hugo-Stinnes serait en pourparlers pour l'achat des arsenaux autrichiens, en concurrence avec un consortium anglais.

∴ Lord French, vice-roi d'Irlande, démissionnerait prochainement.

∴ En Amérique, plusieurs compagnies de chemin de fer ont licencié une partie de leur personnel et ont réduit les heures du travail et les salaires.

∴ Mgr Padilla, évêque de Jujuy, est décédé en Argentine.

∴ A Constantinople, le Conseil des Ministres a décidé d'accepter l'application du contrôle interallié sur les finances ottomanes.

∴ A Lyon, deux fractions du parti socialiste ont tenu séparément leur congrès.

∴ 3.895.500 dollars d'or ont été importés en Amérique entre le 1er et le 10 janvier, 1.338.000 dollars venaient de France, 1.605.000 d'Angleterre.

∴ On constate, depuis quelques jours, une sérieuse amélioration du « franc » sur le marché des changes.

∴ Les socialistes modérés de l'Allier, ayant refusé de s'associer aux communistes pour voter un ordre du jour en faveur de la révolution russe, la scission est maintenant considérée comme complète dans le parti.

∴ On aurait trouvé une épave qui, sans aucun doute, est celle du sous-marin britannique « K-5 ».

∴ A Burgos, Richaud, auteur présumé d'un vol de 20.000 francs, commis en décembre, s'est évadé de la prison.

∴ Lord Winston Churchill, ministre de la Guerre britannique, a quitté Paris, se rendant à Londres.

∴ L'opération du redressement du cuirassé « Leonardi da Vinci » s'est effectuée avec un plein succès, à Tarente.

∴ A l'occasion de la liquidation d'un centre de tannage, deux anciens manutentionnaires ont été arrêtés. Le passif serait de plusieurs millions.

∴ Le Roi d'Angleterre a envoyé un télégramme de sympathie aux familles des victimes du sous-marin « K-5 ».

DERNIÈRE HEURE

DU TRAVAIL AUX CHOMEURS

M. Daniel-Vincent préside une très intéressante conférence inter-ministérielle

Paris, 24 janvier. — M. Daniel-Vincent, ministre du Travail, a présidé, aujourd'hui, une conférence inter-ministérielle ayant pour objet de coordonner l'action des diverses grandes administrations publiques pour procurer du travail aux chômeurs.

Le ministre a indiqué combien il serait désirable de ne pas s'en tenir à l'attribution de secours qui ne sont qu'un palliatif insuffisant; il a invité les représentants des diverses administrations à rechercher quels travaux pourraient être entrepris ou intensifiés pour occuper immédiatement le plus de chômeurs possibles. Les travaux envisagés sont surtout des travaux publics à entreprendre ou à développer dans les régions libérées, dans les grands ports, dans les chemins de fer, dans les places fortes déclassées, etc. Les commandes de l'Intendance ne peuvent malheureusement jouer, dans la crise actuelle, qu'un rôle très secondaire.

Le ministre a remercié les représentants des administrations des efforts déjà faits et qui doivent être poursuivis avec une particulière vigueur. Il a insisté pour qu'une liaison étroite soit assurée entre le service de placement et de chômage et les administrations ou leurs entrepreneurs qui exécutent les travaux. Une prochaine réunion de la conférence aura pour objet de suivre les réalisations engagées.

Une délégation de verriers au Ministère du Travail

Paris, 24 janvier. — M. Daniel Vincent, ministre du Travail, a reçu ce matin une délégation ouvrière des verriers de la région d'Aniche, Marchiennes et Fresnes qui lui a été présentée par M. Gonleux, député du Nord.

Le ministre s'est entretenu avec la délégation de la question du chômage dans l'industrie verrière du Nord.

Le cabinet du ministre du Travail

Paris, 24 janvier. — Par arrêté de M. Daniel Vincent, ministre du Travail, M. Jean Causerat, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est chargé de la direction du cabinet du ministre.

M. Juvanon, administrateur des Colonies, et Jean Romand, ancien chef adjoint du Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique sont nommés adjoints du Cabinet.

M. Emile Vincent est nommé chef du secrétariat particulier.

M. LOUCHEUR DEJEUNE AVEC M. LLOYD GEORGE

Paris, 24 janvier. — M. Lloyd George a reçu, ce matin, M. Loucheur, ministre des Régions Libérées, qu'il a retenu à déjeuner.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

A la séance de mardi, nomination de deux vice-présidents. — La discussion du budget de 1921

Paris, 24 janvier. — La Chambre abordera, demain après-midi, la discussion du budget de 1921, mais auparavant elle élira deux vice-présidents en remplacement de MM. Bérard et Lefebvre du Prey, devenus ministres du Cabinet Briand. On ne cite comme candidats à leur succession que MM. Raiberti et A. Lefèvre.

La Chambre aura également à discuter, avant le budget, les conclusions du rapport de M. Stanislas de Castellane au nom de la Commission des marchés sur l'affaire de la réquisition des rhums. On annonce à ce propos l'intervention de M. Boret qui était ministre du Ravitaillement à l'époque de cette réquisition.

EXPLOSION MEURTRIÈRE DE GRISOU EN ALLEMAGNE

Oelnitz, 24 janvier. — Une explosion de grisou s'est produite dans un puits des mines d'Oelnitz, en Saxe. 38 mineurs ont été tués et environ 40 blessés.

UNE STATISTIQUE DU COTON EN AMERIQUE

Washington, 24 janvier. — Le bureau de recensement évalue à 12.016.000 balles, en comptant les balles rondes comme demi-balles, la quantité de coton grainé jusqu'au 15 courant contre 11.052.000 l'année dernière.

Au Conseil des Ministres de Belgique

Désignation du gouverneur général du Congo

Bruxelles, 24 janvier. — Le Conseil des ministres a examiné les questions soumises à la Conférence de Paris. Il a ensuite décidé l'érection de la légation belge à Madrid en ambassade.

Le Conseil a désigné M. Lippens, gouverneur de la Flandre-Orientale, comme gouverneur général du Congo.

COURTES DÉPÊCHES

— A Saint-Chamond, dans une discussion, Jean Chavanne, métallurgiste, frappé d'un coup de rasoir, a tué Jean-Charles Moulin, mineur, d'un coup de revolver. Un de ses camarades a blessé mortellement un passant.

— Un épicier d'Anderny (Meurthe-et-Moselle), a tiré deux coups de revolver sur deux cambrioleurs, dont l'un fut tué.

— Le montant de l'emprunt belge aux Etats-Unis a été plus que couvert.

— Par 36 voix sur 48 votants, l'Académie des Sciences a nommé membre titulaire dans la section de médecine et de chirurgie, M. Pierre Bazy, en remplacement du docteur Guyon, décédé.

— Le quatrième bureau du Sénat a conclu à la validation de l'élection de M. François-Marsal, dans le Cantal.

— Le ministre belge de la Défense nationale a visité l'armée d'occupation et a déposé des couronnes, au nom de la famille royale, au cimetière interallié d'Aix-la-Chapelle. Il a remis la croix de commandeur de l'Ordre de la Couronne au général Faller, chef de l'armée britannique du Rhin.

— Le Pape a reçu l'évêque de Soissons.

— Au groupe de la gauche démocratique, M. Charles Dumont, rapporteur général des finances, faisant un exposé de la situation financière signala qu'il y avait 100.000 fonctionnaires de plus qu'avant la guerre.

— 10.000 gymnastes français et de nombreuses délégations étrangères, parmi lesquelles 100 Sokols, sont attendus à la 42e Fête Fédérale de gymnastique qui aura lieu à Lille, à la Pentecôte.

— Le « Peuple » annonce que les ouvriers ont occupé une usine à Bisseghem (Flandre occidentale).

Dernières Nouvelles Régionales

LA DISPARITION DE M. GOURLAY A BOULOGNE-SUR-MER. — La Sûreté générale affirme que, contrairement à ce qui a été annoncé, aucune arrestation n'a été opérée, se rapportant à la disparition de M. E. William Gourlay, secrétaire de l'Imperial Travel Bureau.

UNE SESSION SUPPLEMENTAIRE DE LA COUR D'ASSISES DU NORD aura lieu le lundi 21 février. Elle sera encore présidée par M. le conseiller Pennelier.

LES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE DE LA C. G. T. ont commencé lundi leur voyage d'enquête dans la Somme dévastée. Ils ont visité Albert et Villers-Bretonneux, où ils ont constaté les difficultés de la renaissance industrielle et ils en ont recherché la cause. Ils ont continué par la visite de Montdidier et d'Amiens.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 24 janvier. — Ventes, 8.000; importations, 19400; américain baisse, 47; brésilien, baisse, 47; égyptien inchangé.

Clôture. — Janvier, 9.38; février, 9.33; mars, 9.43; avril, 9.47; juin, 9.62; juillet, 9.70; août, 9.75; septembre, 9.76; octobre, 9.76; novembre, 9.76; décembre, 9.71.

Sakellaridis. — Janvier, 13.00; février, 16.50; mars, avril, mai, juin, juillet, 16.25; autres mois inchangés.

New-York, 11 heures. — Janvier, 16.30; mars, 14.65; mai, 14.89; juillet, 15.08.

MARCHÉ DES CHANGES A L'ETRANGER

Londres: Sur Paris, 52.16; sur Belgique, 50.30; Esc. hors banque, 6 9/16; Prêts à court terme, 5 ½.

Alexandrie : Sur Londres, 97 ½.

Barcelone: Sur Paris, 52.10.

Amsterdam : Sur Paris, 21.22 ½; sur Belgique 20.22; sur Londres, 11.39.

Rome: Sur Paris, 108.75; sur Londres, 3.05.